

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/CM.16/29
21 février 1990

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Onzième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

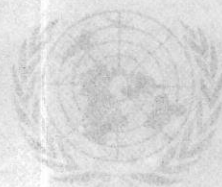
Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
5 - 12 mai 1990

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-cinquième session de la
Commission/seizième réunion de la
Conférence des ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
15 - 19 mai 1990

**RAPPORT DE LA RÉUNION DU COMITÉ AD HOC SUR LE PROJET
DE PLAN À MOYEN TERME 1992-1997**



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DISTR : GÉNÉRALIS

REÇU: 16/10

21 février 1990

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres
Commission économique pour l'Afrique
Assemblée générale de la

Assemblée générale de la
Commission économique pour l'Afrique
Conférence des ministres

Tripoli (Libye) 18-19 mai 1990

Tripoli (Libye) 18-19 mai 1990

DE PLAN À MOYEN TERME 1982-1991
RAPPORT DE LA RÉUNION DU COMITÉ AD HOC SUR LE PROJET

190-503

INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 674(XXIV) du 7 avril 1989 (voir l'annexe I du présent rapport), la Conférence des ministres chargés du développement économique et de la planification a décidé, notamment, de constituer un comité ad hoc à composition non limitée et l'a chargé d'examiner le projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 que doit soumettre le Secrétaire exécutif et de formuler des recommandations pertinentes au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au nom de la Commission.

2. Le Comité ad hoc a examiné le projet de plan à moyen terme lors d'une réunion tenue au siège de la Commission, à Addis-Abeba (Ethiopie), du 9 au 13 octobre 1989. Il avait été prévu que la réunion se tiendrait du 9 au 11 octobre 1989. Mais le 11 octobre était un jour férié, le Comité a décidé de ne pas se réunir ce jour-là et a achevé ses travaux le 13 octobre 1989.

A. Participation et organisation des travaux

3. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres ci-après de la Commission: Algérie, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Lesotho, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo et Zaïre.

4. Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient représentés: Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Union internationale des télécommunications (UIT) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

5. Etaient également présents les observateurs des organisations intergouvernementales ci-après: Centre régional africain pour l'énergie solaire (CRAES), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Centre régional africain de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, Agence panafricaine d'information (PANA) et Association internationale du transport aérien (IATA).

6. Le Comité a décidé de retenir le bureau actuel de la Commission comme bureau; il était ainsi composé :

Président : Ethiopie

Premier Vice-Président : Jamahiriya arabe libyenne

Second Vice-Président : Congo

En l'absence du Bénin, l'actuel Rapporteur de la Commission, le Comité a élu à l'unanimité le Malawi comme rapporteur.

B. Ordre du jour

7. Le 9 octobre 1989, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Examen du projet de plan à moyen terme 1992-1997:
 - a) Orientation générale et objectifs du programme et description des sous-programmes
 - b) Structure et nombre des sous-programmes
 - c) Etablissement d'un ordre de priorité entre les sous-programmes
5. Adoption du rapport et clôture de la réunion

C. Compte rendu des travaux

Ouverture de la réunion

8. La réunion a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la Commission qui, dans son allocution a rappelé le mandat du Comité tel que défini dans la résolution 674(XXIV) de la Commission. Il a souligné l'importance du plan à moyen terme en tant que directive fondamentale régissant la politique de l'Organisation des Nations Unies et indiqué que dans le plan, l'élément concernant la CEA constituait le cadre dans lequel la Commission traiterait les problèmes de développement socio-économique et technologique que les Etats membres pourraient rencontrer durant la période du plan. A cet égard, le plan devait refléter, dans toute la mesure du possible, les besoins et les aspirations des Etats membres. Le rôle du Comité revêtait donc un caractère particulièrement important.

9. Le Secrétaire exécutif a indiqué la raison d'être de la nouvelle structure proposée du plan et s'est appesanti, en particulier, sur la structure proposée des sous-programmes : la coopération régionale pour le développement en Afrique. Pour lui, il ne faisait aucun doute que le Comité donnerait à la structure proposée l'attention qu'elle méritait, en ayant à l'esprit le fait que l'objectif d'ensemble était d'aboutir à un plan plus simple, plus transparent et plus dense qui supposait une structure mieux cernée, plus claire et mieux élaborée en ce qui concerne les sous-programmes.

10. Il a longuement insisté sur les questions découlant des récents mandats que le programme proposé traitait. Le Comité devait examiner attentivement les objectifs, les problèmes traités et les stratégies à suivre dans l'ensemble et dans chaque domaine des sous-programmes en vue de s'assurer que le programme reflétait pleinement les priorités des Etats membres.

11. S'agissant de l'établissement des priorités entre les sous-programmes, le Secrétaire exécutif a attiré l'attention du Comité sur les domaines généraux indiqués

dans le plan aux fins d'aider le Comité à déterminer les priorités. Il a cependant souligné que la décision relative aux priorités était une prérogative du seul Comité.

Orientation générale et objectifs du programme et description des sous-programmes
point 4 a) de l'ordre du jour

12. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/AD HOC.MTP/9 contenant le projet de plan à moyen terme, 1992-1997. Il a exposé les fondements et l'orientation générale du plan aussi bien en ce qui concerne le programme que les sous-programmes. Il a en outre rappelé au Comité que sa tâche au titre de ce point de l'ordre du jour consistait à examiner d'un oeil critique l'orientation globale, les objectifs, les problèmes traités et les stratégies proposées à la lumière de ce que les Etats membres estimaient prioritaires et à formuler des recommandations appropriées en vue d'améliorer le plan.

Première partie : Orientation générale et objectifs du programme

13. Plusieurs représentants ont déclaré que la partie traitant de l'orientation générale et des objectifs du programme était proprement formulée et que la philosophie et l'orientation du programme qui y étaient définies reflétaient totalement les aspirations et les préoccupations des gouvernements africains telles qu'exprimées dans des documents directifs tels que le Plan d'action de Lagos, l'Acte final de Lagos et d'autres énumérés au paragraphe 12. Un représentant a souligné l'importance de l'autosuffisance collective et a attiré l'attention du Comité sur le paragraphe 21 du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique ayant trait à la Déclaration sur la situation économique en Afrique, où les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont reconnu que les efforts collectifs des Etats membres étaient un important moyen de régler la crise économique actuelle et rappelé qu'il était impératif pour la communauté internationale d'appuyer ces efforts. Il a ajouté que si le Programme prioritaire définissait les contraintes et les domaines sectoriels de préoccupation, il importait néanmoins d'examiner les moyens pratiques de faire face à ces contraintes.

14. Un autre représentant a souligné que, bien qu'au paragraphe 12 il soit fait mention de la Déclaration de Khartoum et que l'accent soit mis dans le plan sur la dimension sociale du développement en ce qui concerne les groupes vulnérables notamment, le projet de plan ne traitait pas de la question des réfugiés et des personnes déplacées en tant que point spécifique. Il a déclaré que le problème des réfugiés et des personnes déplacées devrait figurer en bonne place dans le prochain plan à moyen terme. Il a en outre noté qu'au paragraphe 33 où étaient mentionnés les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies avec lesquels la CEA avait conclu des arrangements formels en matière de programmation et de travail, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés n'était pas cité et il a exhorté vivement la CEA à établir de tels arrangements avec cette organisation compte tenu de l'importance cruciale de la question des réfugiés pour l'Afrique.

15. Se référant au paragraphe 16 où était mentionnée la nécessité pour la communauté internationale de remplir sa part de l'engagement souscrit dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique afin que le programme actuel soit totalement exécuté, un représentant a rappelé les expériences de l'Afrique avec la communauté internationale et a voulu connaître les mesures qui, à la lumière de l'examen à mi-parcours du Programme d'action des Nations Unies, étaient envisagées pour amener la communauté internationale à modifier son attitude étant donné que l'Afrique avait

clairement besoin que la communauté internationale poursuive l'assistance qu'elle lui apporte.

16. Un représentant a indiqué qu'il était nécessaire de mettre davantage l'accent sur la recherche et l'analyse au niveau macro-économique, particulièrement à la lumière des principales questions en matière de politique que l'Afrique aurait à résoudre au cours des années 90.

17. Certains représentants ont déploré que la question des ressources n'ait pas été examinée dans le projet de plan, ce qui ne permettait pas de recenser et d'évaluer la capacité du secrétariat et celle des Etats membres d'exécuter les divers sous-programmes. Ce recensement et cette évaluation qui porteraient, entre autres, sur le personnel et les autres ressources nécessaires ainsi que sur les modalités de financement seraient essentiels pour tirer des conclusions en ce qui concerne l'exécution du plan. Des renseignements sur le financement du plan étaient également essentiels pour l'établissement des priorités. Tel qu'il était présenté, le plan n'était qu'un cadre politique général sans implications financières immédiates.

18. Répondant à ces questions, le représentant du secrétariat a expliqué que le plan n'était dans sa forme actuelle qu'une déclaration d'intention, et que de ce fait ses coûts n'ont pas été évalués. Cependant, dans le cadre de sa préparation, on s'est sérieusement penché sur la question des ressources qui seraient mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies pendant la période du plan. Il a également expliqué la relation entre ce plan et les budgets-programmes biennaux par le biais desquels le plan proposé serait exécuté, et dont les coûts ont été intégralement établis activité par activité, en ce qui concerne le personnel et tous les autres postes de dépenses. Plusieurs représentants ont douté que les travaux du Comité *ad hoc* puissent influencer sur la forme et la structure finales du plan à moyen terme dans la mesure où celles-ci semblaient avoir été déjà négociées au niveau central. A cet égard, le représentant du secrétariat a expliqué que le plan à moyen terme était encore en cours d'élaboration et qu'en conséquence tous les points de vue exprimés par le Comité sur la forme et la structure du plan global seraient certainement portés à l'attention des organes centraux chargés de l'examen. Les points de vue et les recommandations du Comité à propos de l'élément du plan concernant la CEA en particulier, non seulement serviraient à reformuler le plan mais seraient transmis ainsi que la version remaniée du plan au Secrétaire général de l'ONU.

19. Le Comité a approuvé la première partie du document E/ECA/AD HOC.MTP/9, sous réserve des discussions sur cette partie.

Partie II : Descriptions des sous-programmes

20. Concernant les descriptions des sous-programmes, le Comité a décidé d'examiner les sous-programmes un par un, et dans certains cas, ainsi qu'il est indiqué ci-après, des groupes de sous-programmes. A propos de ces descriptions, l'observation générale faite, c'est que le langage utilisé pour décrire les moyens et les efforts des Etats membres devait être totalement revu et le texte remanié pour refléter la situation réelle.

Sous-programme 1 : Direction exécutive et administration

21. Plusieurs représentants ont estimé que les objectifs de ce sous-programme étaient loin d'être bien définis, et se sont par conséquent demandés comment l'exécution de ce sous-programme pourrait être concrètement évaluée. D'autres ont

fait observer que la question de guider la formulation des politiques était une notion floue et déclaré qu'une distinction devait être faite entre le rôle du secrétariat de la CEA et celui des Etats membres. Les aspects opérationnels de ces objectifs devaient être également définis de manière claire et cohérente.

22. Un représentant s'est demandé comment le secrétariat comptait s'attaquer aux problèmes en question de manière efficace, compte tenu des observations figurant au paragraphe 32, à savoir que les services d'appui vitaux tels que la direction exécutive et l'administration seraient renforcés et rendus plus efficaces.

23. Un autre représentant a mis l'accent sur la nécessité pour la Commission de renforcer considérablement ses capacités de recherche afin de pouvoir mieux s'attaquer aux problèmes socio-économiques de la région. Il a estimé qu'à défaut de cela, les activités de la CEA pourraient devenir moins efficaces que celles des autres commissions régionales dans ce domaine.

24. Plusieurs participants sont intervenus sur le paragraphe 40 concernant la stratégie pour la période 1992-1997. L'un d'entre eux a signalé que le point e) devrait être plus explicite afin de préciser comment le secrétariat participerait aux processus mondiaux de prises de décisions du système des Nations Unies. Un certain nombre de représentants ont souligné l'importance des points f) et g). Il y avait lieu d'harmoniser l'ensemble des activités des organisations et des institutions des Nations Unies et celles des autres organismes opérant en Afrique. Les relations entre la CEA et l'OUA avaient également besoin d'être réexaminées et renforcées. Un autre représentant a indiqué que le point l) avait besoin d'être précisé davantage et que des idées précises devaient être proposées en ce qui concerne l'examen et l'évaluation de la gestion et des opérations. Le point o) du paragraphe concernant l'information a été jugé comme un élément vital de la stratégie. Certains étaient d'avis que les Etats membres ne pouvaient faire appel aux services de la CEA que s'ils étaient pleinement informés sur ses activités et ses capacités. L'information aidait en outre à clarifier les questions sur les plans technique et politique.

25. Un représentant a signalé que les éléments de la stratégie en question ont porté uniquement sur les contacts, les consultations et la mobilisation des ressources, peu d'attention étant accordée à la direction interne et à l'administration, en particulier dans le cadre des réformes entreprises conformément aux recommandations du Groupe d'experts de haut niveau invitant à évaluer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies sur le plan administratif et financier. Les aspects de ces réformes devraient être clairement définis dans la stratégie du sous-programme. Le représentant a souligné que la résolution 41/213 de l'Assemblée générale devrait figurer parmi les textes portant autorisation de ce sous-programme.

26. Un représentant a proposé que les diverses sous-rubriques du paragraphe 40 soient regroupées en trois rubriques, à savoir i) Relations publiques et prise de conscience, ii) Mobilisation et utilisation des ressources et iii) Recherche et services consultatifs. Cependant, après des discussions plus poussées, le Comité a estimé que les groupes proposés ne couvriraient pas tous les éléments de la stratégie et a donc décidé de maintenir les éléments tels que proposés par le secrétariat.

27. Le Secrétaire exécutif adjoint a assuré les représentants que bonne note serait prise de leurs commentaires et observations. Il a indiqué que le sous-programme était sous la responsabilité du Cabinet du Secrétaire exécutif, qui comprenait le Secrétaire exécutif lui-même, le Secrétaire exécutif adjoint, le Bureau du Secrétaire de la Commission et le Service de l'information. Certaines des préoccupations exprimées au

sujet de la recherche et de la formation en particulier étaient examinées dans le cadre d'autres sous-programmes.

28. Le Comité a approuvé ce sous-programme sous réserve des observations formulées.

Sous-programme 2 : Politique, planification et programmation du développement agricole

Sous-programme 3 : Mise au point de systèmes de production agricole viables

Sous-programme 4 : Mise en place d'institutions et d'infrastructures agricoles

Sous-programme 5 : Transformation structurelle et développement des zones rurales

Sous-programme 6 : Ressources en eau et ressources biologiques de la mer

29. Le Comité a décidé d'examiner ensemble ces cinq sous-programmes étant donné qu'ils avaient tous trait au domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

30. Un fonctionnaire du secrétariat a expliqué que ces sous-programmes avaient été proposés à cause de l'importance de l'alimentation et de l'agriculture pour le redressement et la transformation économiques de l'Afrique et de la priorité que les Etats membres ont accordée à ce secteur. La structure proposée pour les sous-programmes faciliterait les consultations et l'harmonisation des activités, en particulier avec la FAO et permettrait également une approche axée davantage sur les questions de l'alimentation et de l'agriculture.

31. De nombreux représentants ont trouvé que la structure proposée était idéale. Certains autres ont cependant indiqué que la raison d'être de la structure par sous-programmes devrait être convenablement explicitée dans le plan.

32. Se référant au paragraphe 42, un représentant a estimé qu'il y avait d'autres cadres directeurs, en dehors du CARPAS, au sein desquels les gouvernements devaient continuer à mettre en œuvre des politiques macro-économiques. Ces cadres devraient également être mentionnés.

33. Plusieurs représentants ont souligné que le stockage des vivres, la sécurité alimentaire et les systèmes d'alerte rapide étaient des questions importantes qui devraient être examinées. Les problèmes de la sécheresse et la nécessité, à cet égard, de mettre davantage l'accent sur l'irrigation ont été également mis en relief, tout comme la nécessité d'établir un équilibre entre cultures d'exportation et cultures vivrières.

34. Certains représentants ont attiré l'attention du Comité sur le problème des acridiens et préconisé que le problème soit également traité comme il se doit.

35. Un représentant a proposé que la première phrase du paragraphe 42 soit modifiée pour refléter la réalité. Il a indiqué que l'effondrement de l'agriculture africaine ne pouvait pas être imputé aux pays africains. Le fait est que l'agriculture africaine a subi les effets défavorables de facteurs exogènes tels que les catastrophes naturelles et un environnement extérieur hostile sur lequel les pays africains n'avaient aucune prise. Il a en outre ajouté que des affirmations du genre de celles

figurant au paragraphe 52 devaient également être atténuées puisque les Etats membres n'étaient pas incapables d'appliquer des politiques appropriées.

36. Parlant des stratégies proposées, un représentant a indiqué que le secrétariat devrait être plus pratique et opérationnel et ne devrait pas trop se concentrer sur des études. Le paragraphe 69 du document devrait donc être révisé en conséquence.

37. Certains participants ont fait remarquer que peu d'attention était accordée à la coopération et à la coordination globale. Un représentant a demandé s'il existait une coordination entre la CEA et le Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA).

38. Un fonctionnaire du secrétariat a remercié les représentants pour leurs observations et a indiqué que la question du stockage des aliments et de la sécurité alimentaire était traitée au titre du sous-programme 2 et qu'un système d'alerte avancée avait été créé avec l'aide de la FAO. Il a expliqué que la nécessité d'assurer une coordination avait amené à créer la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. Il a déclaré que le problème avec le paragraphe 52 était essentiellement un problème de traduction dans la mesure où les termes "incapacité" et "manque de moyens" ne signifiaient pas la même chose. Toutefois le texte serait reformulé. Il a finalement assuré les participants que tous leurs commentaires et observations seraient pris en considération dans la reformulation du document.

39. Le Comité a décidé d'approuver ces sous-programmes sous réserve des observations formulées à leur sujet.

Sous-programme 7 : Analyse, planification et projections socio-économiques

Sous-programme 8 : Pays africains les moins avancés, sans littoral et insulaires

40. Le Comité a examiné ces deux sous-programmes ensemble.

41. Les représentants ont souligné que les objectifs des sous-programmes 7 et 8 n'étaient pas clairement énoncés. Il était nécessaire de mentionner dans le sous-programme 8 la prochaine Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, prévue en 1990 et les mesures à prendre en ce qui concerne le suivi de cette conférence.

42. Certains participants ont également proposé que les problèmes traités dans le paragraphe 82 soient reformulés en vue de les spécifier davantage. La formulation de la dernière phrase du paragraphe traitant de la capacité des Etats membres de mettre au point et d'utiliser les techniques requises était en particulier peu heureuse.

43. Un représentant a fait allusion au paragraphe 89 en indiquant que les pays semi-enclavés se heurtaient également aux mêmes problèmes énumérés pour les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires d'Afrique. Il faudrait par conséquent accorder aussi une attention à ce groupe de pays.

44. Un autre représentant a signalé que le problème de la situation sur le plan extérieur n'avait pas été suffisamment traité, et l'objectif devrait être en conséquence de sensibiliser à cette situation.

45. S'agissant des stratégies proposées pour les sous-programmes, un participant a déclaré que la formation ne devrait pas être considérée comme le seul moyen important de résoudre les problèmes traités dans les sous-programmes.

46. Un représentant du secrétariat a expliqué que la formation ne serait pas la seule solution envisagée. Répondant aux autres questions soulevées, il a assuré les représentants que le secrétariat tiendrait compte de l'ensemble des autres préoccupations exprimées par les Etats membres, lors de la révision du projet de plan.

47. Le Comité a approuvé les sous-programmes sous réserve des observations faites.

Sous-programme 9 : Coopération et intégration économiques en Afrique

48. Abordant les objectifs du sous-programme, plusieurs représentants ont expliqué qu'étant donné que le mécanisme pour la coopération et l'intégration économiques régionales existait déjà, il faudrait réviser le paragraphe 93 pour mettre l'accent sur le renforcement de ce mécanisme plutôt que sur la création de nouveaux mécanismes. D'autres représentants ont déclaré que les objectifs devraient également refléter la nécessité de faire le bilan des efforts déployés jusque là en vue de l'intégration (y compris la création d'organes tels que les chambres de compensation) afin d'accélérer l'intégration économique de l'Afrique. C'était là une condition essentielle à remplir, sinon les économies africaines continueraient d'être marginalisées.

49. Plusieurs représentants ont désapprouvé l'analyse faite au paragraphe 96, à savoir que la principale difficulté à laquelle se heurtait l'intégration économique de l'Afrique était le manque de volonté politique de la part des Etats membres. Les progrès substantiels déjà faits dans le domaine de la coopération et de l'intégration économiques démontraient clairement l'existence de la volonté politique. Les difficultés surgissant en matière d'intégration économique sous-régionale étaient imputables à d'autres facteurs comme la jeunesse et la fragilité des économies africaines.

50. Un représentant a déclaré que si les réalisations faites jusque là devaient être reconnues, les Etats membres devraient être disposés à faire leur autocritique. Il a expliqué que son propre pays ne souhaiterait pas se voir reprocher le manque de volonté politique étant donné qu'il y avait peut-être eu des obstacles véritables.

51. Plusieurs représentants ont précisé que la stratégie devrait être réexaminée, en particulier s'agissant de l'intégration des marchés par rapport à l'intégration de la production.

52. Certains participants ont exhorté le secrétariat à collaborer étroitement avec l'OUA dans ce domaine. La CEA devrait, en particulier, mettre à la disposition de l'OUA son savoir-faire technique sur ces questions afin que le processus d'intégration économique puisse être considérablement accéléré.

53. Réagissant aux observations et préoccupations des représentants, un fonctionnaire du secrétariat a répondu à chacune des questions soulevées et a donné aux participants l'assurance que le secrétariat avait pris bonne note de leurs interventions et que le projet de plan serait révisé en conséquence.

54. Le Comité a approuvé le sous-programme sous réserve des points de vue exprimés.

Sous-programme 10 : Planification, mise en valeur et utilisation des ressources humaines

Sous-programme 11 : Développement social en Afrique

Sous-programme 22 : Administration et finances publiques en Afrique

55. Ces sous-programmes ont été examinés ensemble. Au cours de l'examen, un représentant a fait observer que l'objectif énoncé au paragraphe 102 a) du projet de plan devrait être révisé pour se lire comme suit : "aider les Etats membres à formuler, gérer et évaluer..." au lieu de "concevoir".

56. Un représentant a fait observer que la première phrase du paragraphe 103 n'était pas nécessairement vraie. L'accent devrait être mis davantage sur l'utilisation rationnelle de la main-d'oeuvre. Un autre a signalé que les problèmes traités dans le paragraphe devraient inclure "l'exode des compétences" dont les causes devraient être clairement énoncées. Il a proposé que le paragraphe 109 du document concernant la stratégie soit remanié puisqu'il n'était pas certain que le secrétariat soit en mesure en 1991 de mettre un frein à l'exode des compétences. Cependant un autre représentant a demandé des explications à propos du paragraphe 107 du document et a donc fait observer que le texte français n'était pas correct et devait être aligné sur le texte anglais.

57. Il a été souligné que la CEA devrait davantage s'employer à aider les Etats membres à entreprendre des activités plutôt qu'à proposer comme au paragraphe 110 la création de nouveaux ministères. Un autre représentant a proposé que le paragraphe 111 du document soit remanié pour en enlever l'expression "mesures visant à établir la confiance" qui n'était pas un concept approprié.

58. Certains représentants ont proposé que le sous-programme 11 : "Développement social en Afrique" soit révisé de façon à ce que le domaine soit élargi et ne concerne pas uniquement les jeunes, les personnes handicapées et les personnes âgées. Le titre pourrait donc être reformulé afin qu'il soit plus adapté au contenu du sous-programme tel que présenté. Un représentant a en outre proposé que les objectifs énumérés au paragraphe 115 du document soient révisés afin d'inclure l'administration de la justice pénale. Un autre représentant a fait observer que le paragraphe 117 devrait être plus précis dans la mesure où le chômage des jeunes était supérieur à 40 % dans certains pays.

59. Un fonctionnaire du secrétariat a remercié les représentants de leurs contributions utiles et leur a donné l'assurance qu'il serait tenu compte de leurs recommandations dans la nouvelle formulation du projet de plan. Répondant à certaines des questions soulevées, il a dit que les causes de l'exode des compétences avaient été analysées dans des documents antérieurs mais avaient été exclues du document à l'étude en raison de leur caractère délicat. Il a en outre fait noter que du fait des programmes d'ajustement structurel, le paiement de frais d'étude dans les établissements d'enseignement supérieur avait été institué dans un certain nombre de pays africains. Une autre représentante du secrétariat a expliqué que les questions générales de développement social, à savoir l'analyse des politiques, étaient traitées dans le sous-programme 7 : Analyse, planification et projections socio-économiques. Elle a expliqué que la question des réfugiés, qui avait été

soulevée au cours des travaux du Comité n'avait pas été traitée proprement dans le sous-programme 11 en raison des responsabilités globales reconnues au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans ce domaine. Elle a en outre expliqué qu'il existait des arrangements importants de coordination entre la CEA et le Haut Commissariat.

60. Un représentant a estimé que la CEA devrait jouer un rôle plus actif en ce qui concerne les questions ayant trait aux réfugiés en raison de son rôle en tant qu'organe régional pluridisciplinaire et aussi parce que les États membres avaient une foi considérable en elle.

61. Concluant les débats sur ces sous-programmes, un fonctionnaire du secrétariat a, à nouveau, donné l'assurance aux représentants que les sous-programmes seraient remaniés pour tenir compte des préoccupations des États membres.

62. Le Comité a approuvé les sous-programmes sous réserve d'une discussion à ce sujet.

Sous-programme 12 : Systèmes d'information pour le développement en Afrique

63. Un participant a fait remarquer que la présentation du sous-programme donnait l'impression que le sous-programme venait juste d'être élaboré. Il était nécessaire de mentionner les activités déjà entreprises pendant la période du précédent plan à moyen terme. Il a déclaré que les difficultés financières que connaissaient les États membres devaient figurer parmi les problèmes à traiter.

64. Un autre participant a déclaré que les activités décrites au paragraphe 127 f) devraient refléter la réalité mentionnée au paragraphe 126. L'accent devrait être mis sur la formation de personnel et sur son utilisation rationnelle.

65. Le Comité a approuvé ces sous-programmes sous réserve des points de vue exprimés.

Sous-programme 13 : Environnement en Afrique

Sous-programme 18 : Ressources minérales terrestres, ressources non biologiques de la mer et aspects juridiques des affaires de la mer

Sous-programme 19 : Ressources en eau

Sous-programme 20 : Energie et développement en Afrique

Sous-programme 23 : Science et technique en Afrique

66. Ces sous-programmes ont été examinés ensemble. Plusieurs représentants ont souligné l'importance des questions qui y étaient traitées. Toutefois, s'agissant du sous-programme 13 concernant l'environnement, il a été indiqué que la description du sous-programme ne reflétait pas suffisamment certaines importantes décisions de principe qui avaient été prises récemment à l'échelle régionale. Mention a été faite à cet égard du mémorandum de la réunion au Caire de la Conférence des ministres africains de l'environnement et du Programme d'action de Kampala adopté à la

Conférence régionale sur l'environnement et le développement durable tenue à Kampala (Ouganda) en juin 1989.

67. Un certain nombre de représentants ont souligné la nécessité pour la Commission de faire particulièrement attention, au cours de la durée du plan, aux questions de déversement des déchets toxiques. Les pays africains n'avaient pas encore adhéré à la Convention de Bâle principalement parce qu'ils n'avaient pas harmonisé leurs positions au sujet du déversement des déchets toxiques. C'était là un domaine dans lequel la CEA, agissant en collaboration avec l'OUA, devrait aider les pays africains à formuler une position commune. Il a été proposé de revoir le paragraphe 131 du document en tenant compte de cela.

68. Certains représentants ont estimé que le sous-programme devrait faire une place plus large à l'éducation en matière d'environnement, notamment dans les communautés de la base. La CEA devrait s'attacher davantage à la promotion d'une telle éducation à tous les niveaux en particulier grâce à l'élaboration de programmes tant pour l'enseignement primaire que pour l'enseignement supérieur ainsi que pour l'enseignement de la masse en milieu rural. En outre, il a été suggéré que dans les stratégies proposées, la CEA mette davantage l'accent sur les autres sources de matériaux de construction, d'énergie et de revenu.

69. Il a été proposé que le paragraphe 129 c) du projet de plan soit retouché de façon à se lire comme suit: "poursuivre l'application de mesures de protection et de conservation de l'environnement, grâce à des activités de lutte contre la pollution, en particulier celles ayant trait au mouvement transfrontalier des déchets dangereux et des matières potentiellement toxiques".

70. Un représentant a préconisé l'adoption de stratégies supplémentaires pour lutter contre les effets des catastrophes naturelles. Il a été également estimé que l'incidence des industries existantes sur l'environnement méritait une plus grande attention.

71. Concernant le sous-programme 18, ressources minérales terrestres, ressources marines non organiques et aspects juridiques des affaires de la mer, il a été signalé que la stratégie devrait comporter des mesures visant à promouvoir la transformation sur place des ressources minérales. Un représentant a fait référence au paragraphe 181 du document où étaient traitées les stratégies ayant trait aux centres pour la mise en valeur des ressources minérales en soulignant que ces centres devraient bénéficier de ressources suffisantes. Un autre représentant a indiqué que la stratégie concernant l'exploitation des fonds marins devait être énoncée plus clairement, en particulier par rapport à la Convention sur le droit de la mer.

72. S'agissant du sous-programme relatif aux ressources en eau, à savoir le sous-programme 19, un représentant a signalé que l'absence d'accords régionaux pour la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres était un problème fondamental à traiter et il a invité la CEA à aider les Etats membres à élaborer des politiques appropriées pour la mise en valeur de ces bassins, en particulier, compte tenu des recommandations de la Conférence interrégionale sur les bassins fluviaux et lacustres tenue en novembre 1988. Cela, selon lui, devrait être un objectif important du sous-programme qu'il faudrait indiquer au paragraphe 185 du document. Il a également proposé que la stratégie figurant au paragraphe 190 prévoie également la fourniture par la CEA d'une assistance aux centres de recherche régionaux tels que le Centre pour l'hydrométéorologie de Kampala en Ouganda. Un autre participant a précisé qu'il faudrait mettre un accent particulier sur l'irrigation.

73. Certains représentants ont souligné l'étroite relation existant entre l'environnement et l'énergie en mettant l'accent sur la nécessité absolue de disposer de sources d'énergie de remplacement moins coûteuses et ne constituant pas de danger pour l'environnement.

74. Un représentant du secrétariat a fourni des explications à propos des questions soulevées et a donné aux représentants l'assurance que leurs observations seraient prises en considération dans la version remaniée du plan.

75. Le Comité a approuvé ces sous-programmes sous réserve des points de vue exprimés.

Sous-programme 14 : Etablissements humains en Afrique

Sous-programme 15 : Développement industriel en Afrique

76. Les deux sous-programmes ont été examinés ensemble. A propos des établissements humains en Afrique, un représentant a fait observer que l'accent devrait être mis sur des activités relatives aussi bien au logement qu'à l'emploi. Les établissements humains ne devraient pas être considérés comme étant homogènes. Les problèmes traités devraient tenir compte des différences géographiques et régionales. L'utilisation judicieuse de matériaux, en particulier de matériaux traditionnels de construction, constituait également un problème à traiter. La possibilité de créer des centres sous-régionaux sur les établissements humains devrait également être envisagée.

77. Un représentant s'est référé au paragraphe 138 du document et a proposé que la notion de conception y figure. Un autre représentant se référant aux paragraphes 135 et 136 d), a déclaré que les économies africaines étaient essentiellement rurales et que c'était l'économie rurale qui contribuait le plus au PIB. La question était par conséquent non seulement celle de l'intégration du secteur rural mais également le fait que ce dernier devrait recevoir sa part des richesses nationales. Il a également souligné que le paragraphe 138 était une répétition du paragraphe 137. Il a suggéré que le ton du paragraphe 140 soit adouci.

78. Un autre représentant a demandé au secrétariat d'examiner la possibilité de sensibiliser les populations au problème de leurs croyances culturelles qui entravaient le progrès dans certaines parties du continent africain.

79. En ce qui concerne le sous-programme 15 : Développement industriel en Afrique, un participant a proposé que l'accent soit mis sur les industries artisanales et que le titre du sous-programme soit modifié pour se lire : Développement de l'industrie et de l'artisanat en Afrique.

80. Un autre représentant a déclaré qu'un nouveau sous-programme traitant des petites et moyennes industries devrait être incorporé. Il a déclaré que le développement des petites et moyennes entreprises devrait être un élément central des politiques industrielles des pays africains.

81. Répondant à ces commentaires, un représentant du secrétariat a fait savoir qu'il a été pris note des propositions et que les amendements nécessaires figureraient dans le document révisé. Il a reconnu que la richesse des Etats membres provenait essentiellement des zones rurales et qu'il était urgent de réduire le déséquilibre entre

les zones rurales et les zones urbaines. Concernant le paragraphe 140 du document, il s'agissait d'indiquer qu'il y avait eu un exode rural qui a été à l'origine de la baisse de la productivité et partant, a causé la baisse de la production vivrière. Il a informé le Comité que des négociations étaient en cours avec le PNUD concernant un projet régional important relatif aux matériaux de construction. Il a fait savoir que les propositions demandant d'inclure l'artisanat dans le titre du sous-programme 15 et de créer un nouveau sous-programme concernant les petites et moyennes industries seraient dûment examinées; comme le serait la proposition concernant la création de centres sous-régionaux de recherche sur les établissements humains. Il a également informé la réunion des activités de coopération entre le secrétariat de la CEA et l'Inde dans le domaine des petites et moyennes industries.

82. Le Comité a approuvé ces sous-programmes sous réserve des points de vue exprimés.

Sous-programme 16 : Développement du commerce et coopération commerciale

Sous-programme 17 : Politiques et stratégies monétaires et financières

Sous-programme 25 : Sociétés transnationales en Afrique

83. De nombreux représentants ont souligné l'importance du développement du commerce et de la coopération commerciale et ont demandé à ce que les structures de production soient radicalement transformées. Les structures actuelles ne permettraient pas une expansion rapide du commerce entre les pays africains dans la mesure où la plupart de ceux-ci avaient les mêmes productions. L'attention devrait être accordée au goût et aux préférences, des facteurs fondamentaux dans le développement du commerce entre les pays développés. En conséquence, l'harmonisation de la production entre groupements économiques sous-régionaux, la nécessité d'établir un commerce entre les sous-régions, le rôle du secteur non structuré et la création de bourses pour les produits de base africains ont été soulignés comme des questions qui devraient figurer en bonne place dans le projet de plan. Un représentant a déclaré qu'il était nécessaire que l'Afrique crée des bourses pour les produits de base.

84. Il a été proposé que le paragraphe 161 du document soit reformulé afin de souligner le rôle de la CEA en tant que catalyseur plutôt que d'animateur. Le paragraphe 163 devrait également être remanié parce que d'abord il existait d'autres facteurs réels autres que le manque de détermination, qui empêchaient les institutions d'être pleinement opérationnelles et en deuxième lieu le paragraphe présentait un tableau sombre qui ne se justifiait pas. Il a également été proposé que le paragraphe 164 fournisse des précisions sur les pays énumérés ou que les références à ces pays soient supprimées. L'alinéa c) du paragraphe 171 devrait également inclure l'épargne intérieure et l'investissement.

85. Un représentant du secrétariat a pris note des préoccupations exprimées par le Comité et a indiqué que ces observations seraient prises en compte dans la nouvelle formulation du projet de plan. Il a mentionné en particulier l'importance du goût et des préférences mais souligné que ces éléments devaient être assortis d'une différenciation des produits. La référence "manque de détermination" au paragraphe 163 visait à expliquer le retard que mettaient les Etats membres à appliquer ce qu'ils avaient convenu. Il a en outre informé le Comité des tentatives faites précédemment pour créer une bourse des produits de base pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et le manque d'intérêt manifesté par la suite par ces pays à l'égard

de ce projet. La question des bourses de produits pourrait cependant être évoquée à nouveau dans le prochain plan à moyen terme.

86. Le Comité a approuvé ces sous-programmes sous réserve des points de vue exprimés.

Sous-programme 21 : Population en Afrique

87. Un représentant a souligné l'importance de ce sous-programme compte tenu des conséquences néfastes de taux d'accroissement démographique rapides sur les revenus par habitant et les niveaux de vie. Il a été proposé que le point g) du paragraphe 207 soit remanié afin de tenir compte de l'assistance à fournir aux institutions existantes. Le paragraphe 208 devrait aussi être révisé afin de mettre l'accent sur la "pénurie" plutôt que le "manque" de personnel suffisamment qualifié. Le paragraphe 215 devrait mentionner la mortalité infantile parmi les domaines où des études de recherche doivent être menées. Au paragraphe 217 le mot "agressive" devrait être remplacé par le mot "intensive".

88. Un fonctionnaire du secrétariat a informé le Comité que les corrections appropriées figureraient dans le projet final et a exposé les raisons principales du manque de personnel suffisamment qualifié. Il a dit que le secrétariat était disposé à apporter son assistance pour la création et la remise en service des systèmes d'information des commissions nationales de la population.

89. Le Comité a approuvé le sous-programme sous réserve des observations formulées.

Sous-programme 24 : Promotion de la femme en Afrique

90. Certains représentants ont estimé que le sous-programme ne traitait pas des réalités opérationnelles concrètes relatives à la promotion de la femme. Par exemple, les moyens d'assurer une plus grande participation de la femme à la prise de décisions, considérés comme problème à résoudre dans le paragraphe 256 du projet de plan à moyen terme, n'ont pas été formulés de manière appropriée dans la stratégie. Il a été indiqué qu'on a trop insisté sur la sensibilisation aux problèmes concernant la femme alors que des mesures concrètes étaient plutôt nécessaires. Il a également été souligné qu'une distinction devait être faite entre la femme urbaine et la femme rurale et que des stratégies appropriées devaient être élaborées pour les deux groupes. Quelques participants ont fait remarquer que dans la description de la situation à la fin de 1991, les efforts déployés par les gouvernements devaient également être mis en relief. Un représentant a suggéré que la référence à l'accès insuffisant à la formation, au crédit et à la technologie soit révisée et reformulée ou supprimée.

91. Un participant a proposé qu'il serait plus approprié d'adopter comme titre: "La femme et le développement". Il n'a cependant pas maintenu sa proposition lorsqu'un fonctionnaire du secrétariat a expliqué que le titre "Promotion de la femme" était un concept plus global qui reflétait mieux les objectifs du sous-programme. Le même fonctionnaire a expliqué que le sous-programme était en fait opérationnel et que les détails des activités à entreprendre figureraient dans les budgets-programmes. Il a en outre expliqué que le secrétariat reconnaissait les différents besoins des femmes des zones urbaines et rurales. Il a néanmoins assuré les participants que le contenu du sous-programme serait examiné à la lumière de leurs observations.

92. Le Comité a approuvé le sous-programme sous réserve des points de vue exprimés au cours du débat.

Sous-programme 26 : Développement statistique en Afrique

93. Un participant a demandé à la CEA d'améliorer les délais d'établissement et l'exactitude de ses statistiques. Un autre a déclaré qu'il semblait y avoir trop d'accent sur les statistiques de l'environnement dans le plan proposé. Un troisième représentant a préconisé une plus grande coordination entre la CEA et l'OUA, en particulier lorsque les deux organisations envoyaient des questionnaires dans les Etats membres.

94. Un fonctionnaire du secrétariat a expliqué que la CEA dépendait des Etats membres pour sa source de données. Les délais d'établissement et l'exactitude de ses statistiques dépendaient par conséquent des délais d'établissement et de l'exactitude des données qui lui étaient fournies. Les statistiques de l'environnement constituaient un nouveau domaine important dans les activités de la CEA et en tant que tel, méritaient d'attirer l'attention, mais pas au détriment d'autres domaines statistiques. Il a assuré le Comité qu'une coordination serait envisagée avec l'OUA afin d'éviter la dispersion des efforts.

95. Le Comité a approuvé le sous-programme sous réserve des points de vue exprimés.

Sous-programme 27 : Transports en Afrique

Sous-programme 28 : Communications en Afrique

Sous-programme 29 : Tourisme en Afrique

96. Ces trois sous-programmes ont été examinés ensemble. Plusieurs représentants ont fait remarquer que les sous-programmes étaient clairement formulés. Un représentant a fait savoir que les ressources nécessaires seraient allouées aux sous-programmes des transports et des communications, dans la mesure où ceux-ci étaient vitaux pour la transformation des économies africaines. Il a proposé les amendements suivants : au paragraphe 282 du document, ne pas mentionner le manque de planification intégrée, puisque les difficultés rencontrées étaient également dues à d'autres facteurs tels que les difficultés financières au paragraphe 293, remplacer "n'ont pas été capables" par "n'étaient pas en mesure"; et au paragraphe 294, mentionner les problèmes rencontrés actuellement au lieu d'indiquer simplement l'incapacité ou le manque de volonté des Etats membres.

97. Plusieurs représentants ont proposé que l'accent soit mis sur les difficultés rencontrées par les Etats membres durant l'exécution des activités relatives à la mise en place d'institutions, plutôt que sur l'absence de politique ou le manque de volonté de ces Etats.

98. Un représentant a suggéré que le paragraphe 312 a) soit élargi pour refléter l'assistance fournie par le secrétariat aux Etats membres au cours de la formulation de leurs projets et durant les négociations qu'ils ont avec les sociétés transnationales.

99. Répondant à ces commentaires, un représentant du secrétariat a fait remarquer qu'il a été dûment pris note de ces observations et qu'elles figureraient dans le

document révisé. Il a reconnu que les Etats membres ont des difficultés financières, mais a estimé que malgré cette situation, les Etats membres devraient s'efforcer de remplir leurs engagements.

100. Le Comité a approuvé ces sous-programmes sous réserve des observations faites.

Sous-programme 30 : Gestion des activités de coopération technique

Sous-programme 31 : Planification, programmation, budgétisation, contrôle et évaluation

Sous-programme 32 : Services de conférence

Sous-programme 33 : Services administratifs et services communs

101. Le Comité a été d'avis que les objectifs du sous-programme 30: "Gestion des activités de coopération technique" devraient être reformulés de façon qu'il y soit tenu compte des changements survenus dans le domaine de l'aide et de l'assistance technique internationales. Le langage et les concepts utilisés dans le texte étaient surtout très vagues et n'avaient pas de contenu sur le plan opérationnel. L'accent devrait être mis sur le fait d'encourager les projets communs entre les pays africains, en vue de favoriser l'autonomie. A cet égard, le secrétariat devrait fournir davantage d'assistance aux Etats membres afin de leur permettre de renforcer leurs capacités de négociation en ce qui concerne les ressources nécessaires pour l'assistance technique.

102. Un représentant s'est demandé pourquoi la question de la vérification interne des comptes ne figurait pas dans le programme de la CEA. Un représentant du secrétariat lui a répondu que la vérification interne relevait du Siège; la CEA disposait toutefois d'un mécanisme de contrôle interne efficace.

103. Le Comité a approuvé le sous-programme sous réserve des points de vue exprimés lors du débat.

Structure et nombre des sous-programmes (point 4 b) de l'ordre du jour)

104. Dans une brève introduction à ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a rappelé au Comité la nécessité primordiale de limiter le nombre de sous-programmes qui en même temps reflétaient les principaux centres d'intérêt du programme.

105. Plusieurs représentants ont estimé que le nombre de sous-programmes était idéal. Les sous-programmes ont été formulés sur la base de l'orientation générale du programme et, en tant que tels, reflétaient correctement les préoccupations majeures des pays africains dans leurs efforts pour sortir de la crise économique et sociale actuelle. Les sous-programmes ont pleinement reflété les objectifs du Plan d'action de Lagos. Une réduction de leur nombre occulterait sûrement certaines questions.

106. Certains représentants ont cependant indiqué qu'il était possible de fusionner certains sous-programmes apparentés et de séparer certains autres afin de rationaliser et mettre davantage en relief les questions. Les propositions suivantes ont en conséquence été faites:

a) Fusionner le sous-programme 2 (Politique, planification et programmation du développement agricole) et le sous-programme 3 (Mise au point de systèmes de production agricoles viables) en un seul sous-programme;

b) Fusionner les aspects sociaux du sous-programme 7 (Analyse, planification et projections socio-économiques) avec le sous-programme 11 pour constituer un sous-programme complet sur le développement social, ou bien:

c) Scinder le sous-programme 7 (Analyse, planification et projections socio-économiques) en deux sous-programmes, à savoir i) Recherche et prévisions socio-économiques et ii) recherche et analyse sociales;

d) Fusionner le sous-programme 14 (Etablissements humains en Afrique), le sous-programme 20 (Energie et développement en Afrique) avec le sous-programme 13 (Environnement en Afrique), sous le titre: Environnement en Afrique;

e) Introduire un nouveau sous-programme sous Développement industriel en Afrique mettant l'accent sur la petite et moyenne industrie;

f) Fusionner le sous-programme 32 (Services de conférence) et le sous-programme 33 (Services administratifs et services communs) en un seul sous-programme intitulé : Services administratifs et services de conférence;

g) Fusionner le sous-programme 6 (Ressources en eau et ressources biologiques marines) avec le sous-programme 19 (Ressources en eau);

h) Fusionner le sous-programme 27 (Transports en Afrique) avec le sous-programme 28 (Communications en Afrique) en un seul sous-programme intitulé : Transports et communications en Afrique.

107. Le Secrétaire exécutif adjoint a attiré l'attention du Comité sur le fait qu les sous-programmes qui étaient de 69 (sous-programmes de fond et services d'appui) dans le Plan à moyen terme 1984-1989 avaient été ramenés à 33 dans le plan proposé.

108. Le Comité ad hoc a estimé que la structure de sous-programmes, telle que présentée par le secrétariat, pouvait être retenue.

Etablissement d'un ordre de priorités entre les sous-programmes (point 4 c) de l'ordre du jour)

109. Le Comité ad hoc a longuement débattu de la question de l'établissement d'un ordre de priorités. Il a reconnu sans réserve que l'Organisation des Nations Unies fonctionnait dans une situation caractérisée par de graves pénuries de ressources, ce qui faisait de l'établissement d'un ordre de priorités une nécessité impérative. L'Afrique était toutefois une région prioritaire de l'Organisation des Nations Unies et l'urgence de ses besoins a été largement reconnue par la communauté internationale ainsi que l'a prouvé l'adoption par cette communauté du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Le Comité ad hoc était d'avis que chacun des sous-programmes du programme - Coopération régionale pour le développement en Afrique - était conforme à l'ordre de priorités établi dans le Programme d'action. Le Comité était en outre pleinement convaincu que la mise en oeuvre entière et totale du programme proposé serait une contribution considérable à l'ensemble des efforts de l'Organisation des Nations Unies

visant à faire face à la situation critique en Afrique. C'est pour cette raison que le Comité ad hoc a décidé d'exhorter le Secrétaire général à traiter chaque sous-programme du programme proposé comme une priorité pour l'Afrique et à allouer à chacun d'eux des ressources suffisantes pour leur bonne exécution.

Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 5 de l'ordre du jour)

110. Après avoir apporté les modifications nécessaires le 13 octobre 1989, le Comité ad hoc a adopté le présent rapport ainsi que la résolution relative au Plan à moyen terme 1992-1997.

111. Le Président a ensuite déclaré la réunion close.

ANNEXE I

RESOLUTION ADOPTÉE PAR LE COMITE AD HOC SUR LE
PLAN A MOYEN TERME 1992-1997

Le Comité ad hoc,

Rappelant la résolution 674(XXIV) de la Commission en date du 7 avril 1989 relative au projet de plan à moyen terme 1992-1997 par laquelle il a été créé,

Agissant en vertu des pouvoirs que la Commission lui a conférés dans ladite résolution,

Ayant examiné attentivement, à la lumière de tous les documents de base dont il a été saisi, le projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 ¹ que le Secrétaire exécutif lui a soumis,

1. Prie le Secrétaire exécutif, lorsqu'il remaniera le plan, de tenir pleinement compte de ses vues et recommandations telles qu'elles figurent dans le rapport sur sa réunion ²;

2. Prie également le Secrétaire exécutif de transmettre, au nom de la Commission, la version remaniée du plan ainsi que le rapport du Comité ad hoc au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et prie celui-ci d'incorporer ces propositions dans la version finale du Plan à moyen terme 1992-1997 qu'il soumettra au Comité du programme et de la coordination, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

3. Lance un appel aux membres africains du Comité du programme et de la coordination pour qu'ils appuient pleinement ces propositions et prie instamment le Comité d'examiner favorablement ces propositions à sa trentième session.

^{1/} Document E/ECA/Ad Hoc.MTP/9.

^{2/} Document E/ECA/Ad Hoc.MTP/10.

ANNEXE II

Liste des documents soumis au Comité ad hoc
sur le projet de plan à moyen terme
1992-1997

- | | | |
|----|--------------------|--|
| 1. | E/ECA/AD HOC/MTP/1 | Projet d'ordre du jour provisoire |
| 2. | E/ECA/AD HOC.MTP/2 | Projet d'ordre du jour provisoire annoté |
| 3. | E/ECA/AD HOC.MTP/3 | Projet d'introduction au plan à moyen terme commençant en 1992 |
| 4. | E/ECA/AD HOC.MPT/4 | Rapport du Comité du programme et de la coordination sur le projet d'introduction relatif au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 |
| 5. | E/ECA/AD HOC.MTP/5 | Document de séance A/C.5/43CRP.4 : projet de structure du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 soumis à la cinquième Commission de l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session |
| 6. | E/ECA/AD HOC.MTP/6 | Résolution 43/219 sur la planification des programmes adoptée par l'Assemblée générale le 21 décembre 1988 |
| 7. | E/ECA/AD HOC.MTP/7 | Plan à moyen terme 1992-1997 : note du secrétariat |
| 8. | E/ECA/AD HOC.MTP/8 | Résolution 674 (XXIV) sur le projet de plan à moyen terme 1992-1997 adoptée par la Commission à sa vingt-quatrième session/quinzième réunion de la Conférence des ministres |
| 9. | E/ECA/AD HOC.MTP/9 | Projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 |